

Convention collective

**IDCC : 9631. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Puy-de-Dôme)
(25 octobre 1978)**

(Etendue par arrêté du 11 avril 1979,
Journal officiel du 27 avril 1979)

AVENANT N° 94 DU 18 SEPTEMBRE 2014

NOR : AGRS1597184M

IDCC : 9631

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Puy-de-Dôme ;

L'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Puy-de-Dôme ;

Le syndicat des entrepreneurs du territoire du Puy-de-Dôme ;

Le syndicat des producteurs de l'horticulture et des pépinières ;

La fédération départementale des CUMA,

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

Le syndicat départemental agroalimentaire du Puy-de-Dôme CFDT ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC ;

L'union départementale des syndicats CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au 1° « Le capital décès » de l'article 76 « Garantie décès » de la convention collective, le cinquième alinéa du paragraphe *a* « Montant » :

« – au salaire brut des 4 derniers trimestres civils précédant le décès et ayant donné lieu à cotisations. »

est remplacé par :

« – au salaire brut total soumis à cotisations perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès. En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. »

Article 2

Les dispositions de l'article 79 « Les suspensions de contrat » sont abrogées et remplacées par :

« Suspension du contrat de travail pour maladie,
accident (toutes origines) ou pour maternité

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisations pour tout mois complet civil d'absence. Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur. »

Article 3

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera établi en un nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Le présent avenant prendra effet au premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension, et au plus tôt le 1^{er} janvier 2015.

Fait à Clermont-Ferrand, le 18 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)